



Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain

Rue des Wallons, 67 ■ 1348 Louvain-la-Neuve ■ 010/45.08.88

agl@aglouvain.be ■ www.aglouvain.be

Louvain-la-Neuve, le 18 janvier 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les étudiants à nouveau exclus de la démocratie communale ?

Réunis hier soir en Conseil extraordinaire, les conseillers communaux d'Ottignies Louvain-la-Neuve ont enfin décidé de respecter la volonté citoyenne. Une consultation de la population concernant le projet d'extension de l'Esplanade sera donc organisée avant le 31 mai prochain. Une victoire relative pour les étudiants, à nouveau exclus du processus démocratique.

À la suite d'un Conseil communal à rebondissement, les conseillers se sont mis d'accord sur l'organisation d'une consultation de la population concernant le projet d'extension de l'Esplanade. Cette consultation était réclamée par une plateforme citoyenne composée d'une vingtaine d'organisations, inquiètes pour l'inclusion des citoyens et des étudiants dans l'aménagement de la ville et l'agrandissement du centre commercial. Si cette première étape constitue une avancée positive, elle ne permet pas de garantir l'inclusion des étudiants à la consultation.

Les étudiants représentent pourtant une part substantielle de la population louvaniste et sont, à ce titre, directement concernés par l'organisation urbanistique de la ville et par l'éventuelle extension de son centre commercial. "Nous regrettons que les bases légales actuelles de la consultation populaire ne permettent pas aux étudiants non domiciliés de s'exprimer", explique Tanguy Massin, président de l'Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain. Cependant, les autorités communales ont décidé de déroger aux balises de la consultation populaire classique, jugées inaptes à permettre un sondage qualitatif de la population. "Quitte à s'écarter du canon de la consultation populaire, pourquoi ne pas prévoir une consultation plus large des étudiants ?", poursuit le président de l'AGL.

Sur les 25 000 étudiants qu'accueille quotidiennement la ville, très peu seront autorisés à se faire entendre par les autorités communales. "Cette rupture entre les étudiants et la Ville ne peut plus durer. Cette consultation constitue une formidable occasion pour les pouvoirs publics de prouver que l'opinion des étudiants a une importance". À cet égard, certains écueils seront à éviter et l'AGL se dit prête à travailler main dans la main avec la ville afin de concrétiser un mode de consultation étudiante réaliste et redynamiser la démocratie communale à plus long terme.

Contact: Hélène Jane-Aluja ■ hja@aglouvain.be ■ 0491/07.47.37